



Édito

Ô Rage, Ô désespoir, Ô misère ennemie...

Les larmes ont coulé (de nouveau) face à cette nouvelle tragédie en mer Méditerranée. Plus de 300 morts et disparus, originaires pour le plus grand nombre de la corne de l'Afrique.

Il y a quelques années, les jeunes Sénégalais se jetaient à la mer en criant « Barcelone ou la mort ! ». Quel désespoir peut ainsi faire préférer la mort à la vie, fut-elle une vie de pauvreté ?

La réponse la plus évidente à cette question est très certainement la misère. Mais la misère sévit dans beaucoup d'autres pays et on n'y immigre pourtant pas ou si peu selon Tiptop blogueur sur Médiapart. Les trois facteurs décisifs qui poussent les migrants à partir sont selon le blogueur: l'incapacité de se projeter dans l'avenir dans leur propre pays d'origine, la globalisation d'un imaginaire politique et des réseaux qui permettent la réalisation du projet d'immigration. Mais bien évidemment, il ne faut pas s'arrêter là. En effet, les pays européens ne voient l'immigration africaine que sous l'angle protectionniste et oublient les mécanismes vicieux comme la Françafrique qu'ils ont mis en place pour s'attribuer les richesses du continent africain. Un système qui perdure depuis les Indépendances, les élites africaines ayant pris le relais des anciens colonisateurs.

La seule réponse à cette tragédie de larmes et de sang, c'est que les peuples africains prennent leur destin en main, en tournant le dos au FMI, à la Banque Mondiale, en chassant les représentants de l'ordre libéral, notamment les dictateurs sans pour autant se jeter dans les bras de l'obscurantisme religieux. L'espoir ne peut venir que des travailleurs de tous les pays unis contre le libéralisme qui se nourrit de la pauvreté et de la misère.

Moulzo

S O M M A I R E

Édito

Ô Rage, Ô désespoir...

Brèves

Sénégal-Côte d'Ivoire- Guinée Konakry
Cameroun- Centrafrique

Nouvelles du Continent

Afrique du Sud : revendications salariales
Ghana : salariés en lutte
Kenya : infirmières en grève
Tchad : Interview de Makaila
Soudan : dictature de béchir

Françafrique

Les caciques de la droite se ressourcent

Dossier Mali

Chronique malienne

Culture

Afrique 50

SENEGAL : Recomposition à gauche



Fin juillet, deux organisations de la gauche radicale, Yoonu Askan Wi (Autonomie populaire) et Fernent MTPS, ont décidé de fusionner. La nouvelle organisation gardera le nom de Yoonu Askan Wi. Cette fusion est le fruit d'un long travail en commun des militants(te)s des deux organisations. Loin d'être un but en soi, cette unification est plutôt considérée comme une première étape vers un rassemblement plus ample des forces authentiquement de gauche capable d'offrir une solution crédible aux luttes de la population.

La nouvelle organisation entend se construire « sur la base de granit d'une plateforme anti-impérialiste, anticapitaliste et antilibérale, panafricaniste et internationaliste ».

PM

CÔTE D'IVOIRE: Mort d'un syndicaliste

Basile Mahan Gahé vient de décéder. Dirigeant du syndicat Dignité, il avait été arrêté par les milices de Ouattara qui venait de s'emparer du pouvoir. Les conditions de sa détention et les tortures subies pendant deux ans ont éprouvé sa santé. Une campagne de libération avait réussi à le faire sortir de prison. Sa mort est une grande perte pour les travailleurs et le mouvement syndical ivoirien et plus généralement africain. Ouattara présenté comme un grande démocrate, n'hésite pas une seconde à protéger les anciens dirigeants des milices coupables de crime contre l'humanité et à fermer les yeux sur les graves atteintes des droits de l'homme qui continuent de régner dans le pays.

PM

GUINEE CONAKRY : On presse l'Orange

Les salariés d'Orange Guinée ont mené une grève pour exiger une augmentation de salaire, l'instauration de primes de croissance et de scolarité, l'octroi de prêt pour

achat de véhicule et la mise en place d'une assurance maladie. La réponse de la direction fut d'envoyer les militaires pour réprimer les rassemblements de salariés et de mener une campagne de dénigrement des grévistes.

Une fois de plus les multinationales françaises montrent leur vrai visage en violant les droits syndicaux et en s'appuyant sur les forces répressives des différents gouvernements africains.

PM

CAMEROUN : Le Manidem entre au parlement



Malgré les importantes fraudes électorales, les pressions multiples y compris l'emprisonnement de militants de l'opposition, le Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie, organisation de la gauche radicale au Cameroun, a fait son entrée au Parlement. En effet, dans la circonscription du Mounjo Sud, sa candidate, Ekane Mariane, a été élue. Cependant le parti de Biya au pouvoir tente par tous les moyens d'invalider cette élection.

CENTRAFRIQUE : La honte !

Alors que la population continue d'être violente par les milices de la Seleka, et n'a plus accès ni aux soins, ni à l'école et qu'une crise alimentaire est en train de sévir, on apprend que le nouveau maître du pays, Michel Djotodia, a fait acheter pour 910 000 euros de bijoux et de décoration pour sa prestation de serment.

Cerise sur le gâteau, les décorations étaient fausses et le responsable de la trésorerie a été arrêté pour escroquerie. Gabegie et corruption restent les valeurs sûres de ce gouvernement.

PM

AFRIQUE DU SUD: Revendications salariales en hausse

Vague de grèves continues en Afrique du Sud alors que les syndicats rentrent dans la bataille, avec des effets à travers tout le continent.

Depuis 2005 les travailleurs Sud-Africains ont eu le plus d'expérience de grève que nulle part ailleurs dans le monde. Une grève majeure a été menée par les travailleurs du secteur public en Juin 2007 qui a duré plus de quatre semaines et est devenue ainsi le plus long conflit de l'Histoire Sud-Africaine.

Ils étaient de nouveaux en grève sur la question salariale en 2010. D'autres revendications salariales dans le secteur public ont été avancées, mais ont été repoussées avec l'établissement de la commission d'examen des rémunérations de juin qui est reporté en avril prochain. Une série de grèves récentes semblent confirmer que la bataille des salaires continue. Lors des six premiers mois de l'année, les ouvriers agricoles de Cape Town, les enseignants, les chauffeurs de bus et les travailleurs de la Poste ont mené des conflits.

Plus récemment, depuis le 19 août, plus de 30.000 travailleurs de l'Industrie automobile avec leur syndicat NUMSA ont été en grève illimitée de trois semaines. Ils exigeaient une augmentation de 14% des salaires et une augmentation de l'indemnité logement et de transport.



La grève a été suivie par 80% des travailleurs de BMW, Ford, General Motors, Mercedes Benz, Nissan, Toyota et Volkswagen. En 2010, après deux semaines de grèves ils avaient obtenu plus de 9% d'augmentation des salaires par an et ce pour les trois années suivantes (L'inflation est proche de 6.5% en Août 2013). Cette fois le syndicat recommande aux travailleurs d'accepter une augmentation de 11.5% pour cette année et de 10% par an pour les deux prochaines années (contre une offre de

8%) et des revalorisations d'indemnité.

Près de 90.000 travailleurs de la construction se sont lancés dans une grève illimitée à partir du mardi 26 août, avec leur syndicat le NUM. Ils ont été rejoints par les 50.000 membres du Syndicat du bâtiment, de la construction et annexe (BCAWU) les deux organisations ont demandé une augmentation de 13% pour 2013 et 14% pour 2014. Alors que le BCAWU a accepté une augmentation de 10% au bout d'une semaine de grève, le négociateur du NUM Bhekani Ngcobo proclamait le 8 septembre que la grève continuait et obtenait pour les membres du NUM une augmentation de 12%.



Le syndicat national des mineurs (NUM 300 000 membres au total), représente dans les mine d'or d'Afrique du Sud, 64% des 140 000 mineurs. Il a commencé une grève le 3 septembre. Il est demandé une hausse de 60% alors que les employeurs n'offrent que 6%. Mais le secrétaire général du syndicat a déclaré que si 10% d'augmentation serait proposé, le syndicat l'accepterait. A la fin le syndicat a accepté un 8% pour les salaires les plus bas et 7.5% pour les autres après seulement une grève qui n'a duré que quelques jours. L'augmentation des salaires est indexée à l'inflation et les travailleurs recevront une majoration de leur allocation.

Le COSATU (la confédération syndicale) a totalement soutenu le NUM dans leur conflit dans les secteurs de la construction et des mines d'or et avec les salariés de la compagnie d'électricité Eskom ont appelé tous les travailleurs à faire du slogan : « *une attaque contre un est une attaque contre tous* » leur ligne de conduite.

Le syndicat rival AMCU exige que le niveau d'entrée du salaire soit augmenté à 12.500 Rands par mois, ce qui représente une augmentation de 150%

AMCU maintenant est reconnu comme syndicat sur le site de Lonmin, là où ont eu lieu les massacres de Marikana l'année dernière.

Nouvelles du continent

Le dimanche 8 septembre, la direction de l'AMCU a arrêté la grève juste après que les membres du NUM dans les mines d'or reprennent le travail. L'AMCU revendique 100 000 membres.

Après les annonces de perte de 6.900 emplois à Amplats (la plus grande mine de platine du monde), les travailleurs pourraient stopper la production. Le NUM a déclaré que cette annonce vise juste à intimider les autres travailleurs pour qu'ils acceptent une augmentation de salaire plus basse. Les membres de l'AMCU de la société Amplats (Anglo American Platinum) à Rustenburg se sont exprimés le 27 septembre pour continuer leur grève en exigeant que l'entreprise ne licencie pas les 3 300 travailleurs. « Nous continuerons la grève jusqu'à ce que Amplats revienne sur son projet de licenciement, » a déclaré George Tyobeka le dirigeant local de l'AMCU

Les techniciens du SATAWU syndicat du transport, dont les membres travaillent à la South African Airways ont été en grève le 26 août et ont exigé une augmentation de leur salaire conséquente de plus de 10 %, ils sont retournés au travail après onze jours de grève.

72.000 membres du NUMSA se sont lancés dans une grève illimitée dans les stations d'essence et les garages le lundi 9 septembre. Le NUMSA exige une augmentation à deux chiffres et une prime pour les travailleurs en horaire décalé de nuit. On leur a proposé 7,5%. Le NUMSA représente seulement une minorité des 300 000 travailleurs dans ce secteur, mais il a pour objectif d'attirer les travailleurs inorganisés à travers des manifestations de protestation. Les améliorations des propositions patronales, 11.5% en 2013 et 9% pour 2014 et 2015 ont été acceptées après trois semaines de grève dans les stations-services. La grève dans tous les autres secteurs de l'industrie automobile - fabricants de composants, poids lourds, carrossiers, vendeurs de pièces détachées, concessionnaires et réparation des pneumatiques- continue et a de nouveau stoppé les chaînes de montages de certaines usines.

L'université Walter Sisulu de Cap Town a été fermée du fait d'une grève de sept semaines suivie par le personnel. Le syndicat de l'éducation nationale et du tertiaire ont arrêté le travail pendant le mois de juillet pour exiger une augmentation de 8 à 10%. L'université a finalement offert 5% et a ré ouvert. Il y a eu aussi des protestations de la part des étudiants.

Il y a toute une série de petits conflits, par exemple celui des 450 employés de Parmalat SA société laitière qui sont en grève sur le salaire minimum.

Le FAWU, syndicat de l'Agro-alimentaire revendique une augmentation de 9% alors que les producteurs de lait ont proposé au début 7 %. Il y a eu une grève dans les

grandes brasseries de SABMiller à la fin de septembre suivi par des milliers de membre de la FAWU. Même les vigiles des sociétés privées de gardiennage, qui sont parmi les travailleurs les plus difficiles à organiser, ont fait une semaine de grève en Septembre. D'autres grèves se sont déroulées comme celles des travailleurs précaires de la poste ou ceux de l'électricité.

Le NEHAWU qui est affilié à la COSATU, représente près de 230 000 travailleurs de l'éducation nationale et de la santé. Il a organisé un blocage des postes frontière du Swaziland à la mi-septembre lors du déroulement des élections dans ce pays.

Les grèves sont motivées par l'absence de bénéfice, pour la plupart des travailleurs, de la fin de l'apartheid en 1995 (l'Afrique du Sud reste une des sociétés les plus inégalitaires du monde).

Une récente étude officielle révèle que le salaire réel médian dans le secteur formel n'avait pas augmenté de 1997 à 2011. Alors que les 10% des salaires les plus élevés ont bénéficié d'une augmentation d'un tiers pour la même période.

Les revenus du travail ont baissé et dans le même temps ceux du capital ont augmenté selon les analystes sud-africains du travail.

Les revendications salariales ont été aussi encouragées par les succès des récentes grèves et par les frictions internes qui se développent dans le COSATU. Le secrétaire général Zwelinzima Vavi a été suspendu en août après qu'il est admis avoir eu des relations sexuelles avec une employée de 26 ans du COSATU. Le NUMSA, un soutien de Vani a menacé de rompre ses liens avec le COSATU. Il a déjà été décidé de retenir deux millions de Rands budgétés pour aider l'ANC dans les prochaines élections.

Il y a aussi des développements politiques avec la formation des Economic Freedom Fighters, (les combattants de la Liberté économique) dirigée par l'ancien président de la branche Jeune de l'ANC, ANCYL qui se présente comme une alternative radicale à l'ANC. Le NUMSA qui représente 320 000 membres menace de se retirer du COSATU à cause de l'affaire Vavi.

La scission dans le mouvement syndical a conduit à de nouveaux syndicats hors du COSATU, comme pour les mineurs (AMCU), les travailleurs du transport, les dockers, les instituteurs et les travailleurs de la santé.

Cependant, avec un nombre de 2 millions de membres, le COSATU reste le pivot essentiel, non seulement pour les travailleurs organisés, mais aussi pour l'ANC qui dirige le gouvernement.

Drew Povey

GHANA: Salariés en lutte pour des revenus décents

Une vingtaine de grèves dans le service public, au moins, ont porté sur la grille salariale pour le secteur public (SSPP). Introduite en 2010 pour réduire les disparités, ce qui a pu déboucher sur des augmentations de coûts salariaux (par exemple dans l'armée), elle a aussi provoqué plusieurs conflits significatifs. Mais ce n'est pas la seule raison de mouvements qui s'étendent désormais au secteur privé.

La masse salariale annuelle pourrait avoir doublé depuis 2010 pour atteindre plus de 8 milliards de cedi (GHC) en 2013.

Depuis la mise en place de cette politique, les grèves ont eu lieu au sujet des écarts salariaux, mais aussi à cause de l'augmentation des coûts de carburant et des défaillances des services publics du fait de la réduction des subventions gouvernementales. Les factures d'eau ont de nouveau augmenté de 52 %, et celles de l'électricité de presque 80 % depuis le 1^{er} octobre.



Les enseignants du primaire et du secondaire, par exemple, se sont plaints du gel de l'augmentation automatique des salaires qui devait avoir lieu au début de chaque année scolaire.

Les enseignants des syndicats du Gnat du Nagrat ont entamé une grève illimitée le 18 mars, mais elle a été annulée une semaine après les promesses du président de la République.

Début avril, ceux du syndicat de l'enseignement supérieur (Utag) ont entamé une grève illimitée en soutien de leur revendication pour le paiement immédiat de tous les arriérés.

Les chargés d'enseignement étaient furieux quand ils ont découvert que le gouvernement avait payé plus de 23 millions de dollars aux 230 anciens députés, alors qu'il déclarait ne pas pouvoir trouver 5 millions pour leurs arriérés. Les étudiants ont publiquement affiché leur solidarité avec les chargés d'enseignement à travers tout le pays.

Le conflit continue bien que les arriérés de primes aient été payés, mais pas les livres ni les indemnités de recherche.

La grève menée par les membres de l'Utag a recommencé le 1^{er} août et la Fussag, le syndicat des cadres de l'université, s'y est jointe à partir du 19 août.

La sécurité nationale a pris la relève dans les négociations avec les dirigeants de l'Association des enseignants de

l'université et un accord a été conclu le 5 septembre mais les chargés d'enseignement ont menacé de reprendre leur grève si leur indemnité n'était pas payée fin septembre.

Cependant, les membres du syndicat des salariés de l'éducation (Tewu) ont été en grève le 9 septembre et ceux du Fussag continuent leur action. Les deux groupes ont fait grève pendant des semaines pour protester contre les disparités salariales. Les bibliothèques et autres facilités sur le campus des six universités publiques sont fermées.

Une grève en train de s'étendre au secteur privé

Le secteur de la santé a, lui aussi, connu plusieurs grèves. Le 7 avril le comité exécutif national du GMA, le syndicat de la santé, est entré dans la première phase du conflit en se retirant des services ambulatoires, pour n'assurer que les urgences et l'accueil des patients à l'hôpital, du 8 au 14 avril.



Le 22 avril, le syndicat a activé l'étape finale en n'assurant plus les services d'urgence, se contentant seulement de prodiguer les soins aux patients déjà admis jusqu'à leur sortie.

Cette action est motivée par le refus d'appliquer des augmentations salariales et par la réduction des pensions. Les médecins ont repris le travail après 15 jours de grève mais les pharmaciens, membres de la Ghospa restent en grève. Le GMA est en train de réfléchir à une nouvelle action pour l'annulation de l'action en justice conduite contre eux par la commission nationale du travail.

Plus d'une centaine de jeunes médecins sont en grève depuis trois jours à l'hôpital universitaire de Tamale dans le Nord du Ghana contre le non-paiement, depuis plus de 15 mois, de leur indemnité essence. Un groupe de travail comprenant des membres du management de l'hôpital et des chefs de service leur ont assuré que leurs allocations seront payées quand les fonds seront disponibles. Le porte-parole des jeunes médecins, Dr Wowele Bentil, a indiqué qu'ils cherchaient un accord à l'amiable avec la direction hospitalière.

Le 1^{er} octobre, les travailleurs de l'entreprise d'État, Bulk Oil Storage and Transportation Company (Bost), ont commencé une grève sur le tas pour dénoncer la dégradation des services. Le président du syndicat de Bost, Bernard Owusu, a déclaré : « Nous pensons que le management ne nous aide nullement, et la direction ne nous dit rien. Au moment où je vous parle le dépôt de Bolga ne fonctionne plus depuis quatre ans, le dépôt de Savlegu est fermé, Buipe ne fonctionne qu'à 50 % et

Kumasi ne produit plus rien. » L'entreprise a seulement six dépôts.

La grève est en train aussi de s'étendre au secteur privé. Par exemple, les chauffeurs des bus Intercity STC, ont entamé une grève le mercredi 25 septembre, les lignes Takarodi et Koforidua ont été paralysées. Les salaires n'ont pas été augmentés depuis 10 ans. Après 30 ans le salaire mensuel brut est de 300 cedis GHC (environ 150 \$). On considère même qu'Intercity STC a disparu depuis le début de l'année.

Isaac Bampoe Addo, secrétaire exécutif du Syndicat des personnels de la fonction publique explique que le passage à la grille salariale du secteur public (SSPP), il y a deux ans, a eu un impact négatif, du coup le syndicat est en train de préparer une grève nationale.

Malgré des taux globalement élevés de croissance réelle par habitant au cours de la dernière décennie, les niveaux d'inégalité ont augmenté fortement au Ghana, comme dans d'autres pays. Les riches payent à leurs enfants des

écoles privées et ils occupent la grande majorité des places à l'université. Quand leurs familles sont malades, ils peuvent se permettre de payer les traitements dans les hôpitaux privés ou même d'aller en Europe.

Comme le montre l'Afro-Barometer vivre dans la pauvreté au Ghana est sinistre, près d'un quart de la population a souffert de la faim cette année, 30 % n'a pas accès régulièrement à l'eau potable, plus d'un quart a souffert du manque de soins médicaux et plus de la moitié connaît des difficultés financières. Dans le même temps, le gouvernement affirme que le pays ne peut pas se permettre de payer des salaires décentes aux travailleurs de l'éducation et de la santé. Les grèves efficaces tant dans le public que dans le privé montrent la voie pour réduire la pauvreté et forcer le gouvernement à payer plus.

Drew Povey

KENYA : Large victoire pour les infirmières en grève

Il y a actuellement une importante vague de grève au Kenya avec les enseignants du secondaire qui ont commencé leur mouvement mi-juin ont été rejoints, le week-end dernier par le syndicat national des enseignants fort de ses 20 000 membres. Les enseignants demandent à bénéficier des allocations prévues dans l'accord de 1997 au même titre que les autres services publics.

Par ailleurs, les territoriaux sont aussi en grève contre les retards dans le versement de leur paie. A cela s'ajoutent les KK Guards, qui assurent les services de sécurité des ambassades occidentales y compris celle des États-Unis, qui ont débrayé mi-juin. La police elle-même a reçu le feu vert pour former un syndicat.

Albert N. Obed, secrétaire général du syndicat des personnels de maison, des hôtels, de l'éducation des hôpitaux et structures de santé du Kenya (KUDHEIHAW), restitue le contexte dans lequel la grève soudaine et victorieuse des infirmières s'est déroulée.

Drew Povey. Les infirmières de l'hôpital national ont-elles obtenu une victoire significative ?

Albert N. Obed : Oui, il a été convenu que le mois prochain, leur paie seraient augmentée de 46 % (et les indemnités de logement revalorisées de 23 %) avec un effet rétroactif à partir de juillet 2011.

C'est une très grande victoire et toutes les infirmières recevront cette paie majorée.

Après la grève de la semaine dernière, près de 4 000 infirmières de l'hôpital national ont touché 1,3 milliard de shillings kenyans (soit environ 15 millions de dollars) correspondant à l'augmentation des salaires et des indemnités.

D. P. Quelle est l'origine de cette grève des infirmières ?

A. N. O. KUDHEIHAW avait commencé à négocier une nouvelle convention collective en 2009, mais rien ne nous a été proposé. Aussi, en décembre 2010, le syndicat a

demandé une augmentation de salaire de 40% et a déposé un litige au ministère. L'arbitrage n'a rien donné et nous sommes allés au tribunal du travail.

En 2011, nous avons fait une grève à l'hôpital national pour demander la parité entre les salaires des fonctionnaires et les nôtres. Un accord a été trouvé pour augmenter les indemnités, mais le gouvernement a refusé de payer. Alors en février 2013, nous sommes allés de nouveau au tribunal et avons eu gain de cause. Enfin nous avons de nouveau fait grève la semaine dernière et, finalement, le gouvernement a cédé et accepté que la totalité des indemnités et des arriérés de salaires soient payés le mois prochain.

D. P. Le syndicat a-t-il utilisé tactiquement l'appel à la grève ?

A. N. O. Oui, le directeur général de l'hôpital national a été nommé secrétaire permanent du ministère de l'Environnement. Donc deux trois jours avant son entretien pour ce poste devant l'Assemblée, nous avons appelé à une grève sauvage. Le président plutôt que d'avoir à faire face à l'Assemblée, à des questions embarrassantes concernant son candidat, a finalement accepté nos revendications dans les deux jours.

D. P. Est-ce que cette victoire va aider les infirmières de l'hôpital référent, Moi, et de l'hôpital Universitaire ?

A. N. O. Oui, il y a deux hôpitaux spécialistes ou référents au Kenya, l'hôpital national Kenyatta à Nairobi et l'hôpital référent Moi à Eldoret dans l'Ouest du pays. La convention collective actuelle pour Moi se termine à la fin du mois. En se basant sur notre victoire à l'hôpital national, le syndicat pourra négocier les mêmes salaires. (Les infirmières de Moi ont émis le lendemain un préavis de grève de deux semaines).

D. P. Est-ce qu'il y a d'autres conflits dans les services de santé ?

A. N. O. Oui, il y a toute une série de revendications. Les hôpitaux provinciaux se mobilisent pour devenir des hôpitaux référents et nous avons des plaintes sur la mauvaise gestion du fond d'assurance de l'hôpital national. Aussi beaucoup de travailleurs de la santé sont inquiets concernant le transfert des responsabilités de leur hôpital, du ministère vers les départements dans le cadre du plan de dévolution.

D. P. Il y a aussi de nombreuses grèves en ce moment ?

A. N. O. Il y a beaucoup de grèves et de conflits, du fait que la plupart des employeurs n'acceptent pas le dialogue social. Cependant avec le nouveau gouvernement qui a promis des créations d'emploi et une politique de tolérance zéro vis à vis de la corruption, les syndicats ont l'impression qu'ils peuvent obtenir un maximum maintenant. C'est notamment le cas, quand les députés et les sénateurs ont demandé plus d'argent pour eux-mêmes plutôt que de se préoccuper de la qualité des services.

Les problèmes économiques aggravés par le printemps

arabe sont du ressort du gouvernement et de la Banque Mondiale. Leur politique de privatisation a aggravé la situation des travailleurs. Par exemple, Kenya Bus avait un très bon réseau, mais depuis que cette entreprise a été privatisée, elle n'opère plus aussi bien et beaucoup de travailleurs sont pénalisés par l'augmentation des prix et l'allongement du temps de transport.

Les organisations non gouvernementales sont très efficaces pour organiser des séminaires, des conférences ou écrire des rapports, mais elles ne sont pas d'une réelle aide pour les travailleurs ou nos syndiqués. Ainsi nous ne devons compter que sur nous-mêmes et nous espérons que notre victoire à l'hôpital national encouragera les autres travailleurs à se lancer dans la lutte. Peu importe que le gouvernement puisse se le permettre ou pas, beaucoup de travailleurs considèrent qu'il est maintenant temps de s'engager dans la lutte.

Propos recueillis par **Drew Povey** le 23 juin 2013

SENEGAL : Faire échec au parasitisme des élus

Dans un pays où les citoyens sont volés par leurs élus, il est tout à fait naturel qu'ils veuillent savoir pourquoi. La révélation est grave ! Les députés ont reçu 100 000 F CFA en guise de soutien pendant le mois de ramadan. Ils recevaient sous Wade et le PDS 200 000F CFA et même 300 000 pour la Tabaski. L'argent proviendrait des fonds illégaux et secrets du président de l'Assemblée nationale. S'il est un des domaines qui prouve qu'alternance n'est pas alternative, c'est celui des mœurs politiques.

« Gouvernance sobre et vertueuse », « la patrie avant le parti » disent-ils. Plus que des slogans creux, le peuple, qui s'est notamment mobilisé aux cris de « Y en a marre », attendait des actes forts à la hauteur des sacrifices consentis quand il disait non à la dévolution monarchique, non à la violation de la constitution.

La leçon est qu'ils ne peuvent pas scier la branche sur laquelle ils sont assis.

« Dixit la constitution » ou la légalisation de l'illégitime n'y changera rien. La comparaison avec d'autres pays n'y fera rien. Nous avons affaire à un système parasitaire cinquantenaire qui vit et survit de manière indécente et insultante des deniers publics du 167^e pays sur 187. Il s'agit d'un vol légalisé !

Il fallait de la pacotille et de l'alcool frelaté pour que les royaumes esclavagistes participent à la traite négrière atlantique. Il faut une aristocratie politique, syndicale, religieuse... perfusée aux fonds secrets, aux enveloppes nuitamment sorties du palais... pour que la majorité de la classe politique collabore au semi-colonialisme. Il faut une

clientèle politique « shootée » aux espèces sonnantes et trébuchantes pour la fidéliser comme chair à canon contre le peuple tout entier.

Quand un pays comme le Sénégal est dominé, pillé avec la complicité de la majorité de sa classe politique, cette collaboration avec l'impérialisme n'est jamais gratuite. La contrepartie de cette trahison d'apatrides est la possibilité de vampiriser une partie des miettes qui a échappé au pillage.

Le salaire de la résistance est l'assassinat (Thomas Sankara) ou la mort dans la misère (le regretté Moussa Jileen Diop). Le salaire de la collaboration est un assistanat indu.

La pédagogie du contre-exemple

Ils pleurnichent à cause de leurs nombreux militants à alimenter qui feraient d'eux des services d'« assistance sociale ambulante » et donc des distributeurs automatiques. Ils ne récoltent que ce qu'ils ont semé. Ils ont transformé les partis politiques en groupements d'intérêt économique. Il n'y a plus d'idéologie, plus de conviction. Seul importe le compte bancaire du dealer politique qui n'hésite pas à monnayer le soutien d'une base appauvrie par les plans d'ajustement structurel et donc par lui-même. Cet investissement politique lui rapporte souvent gros. Et bonjour la saison des partis politiques qui poussent comme des champignons. Venimeux d'abord pour l'électeur. Vénimeux ensuite pour le contribuable ! Vicieux enfin pour

le peuple.

Pauvres comités de gestion de forage et de santé. Pauvres conseils d'administration d'établissements publics de santé et bureaux d'associations. Quels exemples pour les élus locaux ! Quels messages pour les élus associatifs ! Se servir et non servir ! Quelle contagion jusqu'à la base ! Quel développement par la base ? Belle pédagogie par le contre-exemple !

Quelle confirmation que « le poisson pourrit par la tête » et que « la canne se courbe à la tête » !

Comment convaincre les villageois qu'il n'y a pas de différence entre politique et développement ? Comment convaincre les élus associatifs de ne pas faire comme les députés et ministres mais d'être comme la croûte^[1].

Les peuples ont les dirigeants qu'ils méritent est la moitié d'une vérité dialectique dont l'autre est : les dirigeants ont les peuples qu'ils méritent.

La grande alliance des parasites

La recherche du semi-colonialisme parfait revient aussi à se demander : comment conserver un pouvoir apatride donc ouvertement anti-populaire ? Parallèlement au verrouillage de l'accès au pouvoir par de multiples artifices (caution censitaire, mode de scrutin), ils achètent et entretiennent clientèles politiques, cartes d'électeurs... Cela a fait naître des vocations. « Il sait faire la politique », dit-on de quelqu'un qui est passé maître dans l'art de tromper le peuple afin d'atteindre son objectif. Et quand cela arrive, les commentateurs de lâcher le lapsus de polichinelle : « il est au faite de sa carrière politique ». Carrière ! Le mot est lâché. Carrière ou affairisme politique. Quand la carrière du dealer politique s'arrête un jeudi soir ou après la publication des listes de candidats, même le drapeau national s'y brûle. Aucune hésitation pour instrumentaliser la région, la religion, la confrérie, le sexe, la nationalité... qui n'auraient pas de représentant au gouvernement ou dans un de ces machins aussi inutiles que budgétivores pour exprimer sa colère.

Depuis plus de 50 ans, c'est ce modèle de « démocratie » qui est imposé par la grande alliance des parasites de la république. Comment ne pas reprendre le chœur du peuple : « Ils sont tous pareils ! » ? Pas exactement ! Là où il y a oppression, il y a alternative.

Il y a 237 ans, Thierno Souleymane Baal, au Fouta Tooro préconisait : Détrônez tout imâm dont vous voyez la fortune s'accroître et confisquez l'ensemble de ses biens ;

combattez-le et expulsez-le s'il s'entête ; veillez bien à ce que l'imâm ne soit pas transformé en une royauté héréditaire où seuls les fils succèdent à leurs pères ; l'imâm peut être choisi dans n'importe quelle tribu ; choisissez toujours un homme savant et travailleur ; il ne faudra jamais limiter le choix à une seule et même tribu ; fondez-vous toujours sur le critère de l'aptitude. »

Pas de place pour le sukeru koor

Il y a 4 ans, deux conseillers municipaux de Koungheul, Frédéric Thialla Mané et Emmanuel Banco Mané, interpellèrent leurs collègues et arrivaient avec la pression de l'opinion publique communale à mettre un terme à la tradition du *sukeru koor*.

« Nous prenons notre plume pour nous prononcer publiquement sur une question à ne pas traiter avec banalité. Sur un débat dont dépend l'attitude du conseil municipal de la commune de Koungheul sur toutes les autres questions auxquelles il aura à faire face.

Depuis quelques jours, il est question d'accorder du « sukeru koor » aux conseillers et aux agents municipaux. Le maire et ses deux adjoints font l'objet de pressions énormes pour qu'aboutisse cette revendication de conseillers d'une époque que la population de Koungheul dans sa majorité voulait voir jetée dans les poubelles de l'histoire bassement politicienne en votant Penco le 22 mars. L'affaire est grave. D'autant plus inadmissible, inacceptable, et indécente que c'est au même moment où l'on dit que les caisses de la commune sont vides et que les besoins et aspirations des populations ne peuvent être satisfaits par les miettes que le régime semi-colonial de Wade appelle un transfert de ressources. La menace pour celles et ceux qui ont voté pour le changement est importante. Car tout le monde a vu que les récentes pluies ont causé beaucoup de dégâts dans plusieurs maisons notamment celles des masses paysannes et populaires pour lesquelles ces conseillers, dont nous ignorons pour l'instant l'identité, n'ont aucun respect, aucun égard pour la situation difficile qu'elles traversent.

Ces conseillers qui veulent se sucrer sur le dos des populations en demandant leur « sukeru koor » sont dangereux. Car, par la manipulation des sentiments religieux dans ce mois béni du ramadan, ils pensent que cela passera. Nous pensons que les chefs religieux préfèrent mieux savoir les femmes et les hommes qui composent leur communauté épanouis dans une commune avec de bonnes politiques municipales dans les domaines

de l'éducation, de la santé, de l'assainissement, de l'accès à l'eau et à l'électricité plutôt qu'avec un sachet de sucre. La priorité n'est ni dans les « sukeru Pâques » ou « sukeru koor ». Encore que les conseillers ne doivent pas se cacher derrière la religion pour s'octroyer des privilèges indus. En réalité, certains conseillers veulent perpétuer la politique municipale de Pacoo qui avait cours les années précédentes. Pacoo des parcelles. Pacoo des cantines du marché. Pacoo des taxes collectées. Pacoo du frigo du marché. Pacoo dont on connaît les conséquences. Notre place de l'indépendance « cantinisée », accapARATION des parcelles par une minorité pour la plupart anciens conseillers ou parents, amis, et camarades d'anciens conseillers, municipalité exsangue...

Nous avons entendu dire que certains voudraient de ce sukeru koor pour redistribuer à leurs militants. A ces Robin des bois qui veulent voler notre municipalité pour donner à leurs pauvres militants nous disons : touchez pas à notre argent ! Même si le président Wade se permet de donner des millions en guise de « sukeru koor », nous refusons cette pratique politique dans notre commune. Messieurs les conseillers il n'y a pas de place dans le budget des populations pour votre « sukeru koor ». Allez voir ailleurs !

Si nous laissons passer ce « sukeru koor » pour les conseillers, ce sera la continuité. Cinq ans de Pacoo et de Maa tey. Les conseillers auront un quota de parcelles, de cantines, de... Ce sera la lutte des places. Or les populations ont voté le changement pour qu'on les serve et non qu'on se serve d'eux.

Pour notre part, nous allons nous battre pour faire barrage à ce projet contraire aux intérêts des populations. Dans cette perspective nous dénoncerons publiquement tous les

conseillers qui battent campagne pour le Pacoo c'est-à-dire pour qu'il leur soit octroyé le « sukeru koor ». Nous avons choisi Pencoo ! Et vous ? »

Nos déshonorables députés ont choisi. Et nous ?

Des réformateurs à la petite semaine

Un autre système politique dans un autre Sénégal est possible ! C'est pourquoi, l'inéligibilité pour 10 ans en cas de détournement de deniers publics est une fausse solution à un vrai problème qui n'est révolutionnaire que pour des réformateurs à la petite semaine plus soucieux d'améliorer le système, c'est-à-dire plus soucieux de continuité que de rupture.

La révolution, la rupture et donc l'alternative, c'est le paiement d'indemnité de session raisonnable aux députés du peuple sur présentation de jetons de présence. C'est la suppression des fonds secrets. C'est le plafonnement des salaires du président et autres au salaire le plus élevé de l'administration sénégalaise. C'est...

« C'est de la folie ! » C'est un suicide structurel et transformationnel à l'image de celui prôné par Thierno Souleymane Baal et les deux conseillers municipaux de Koungheul. C'est un renoncement à des privilèges indus au moment où le peuple est dans la misère, la soudure, le chômage, l'anémie... et afin de contribuer à mettre de l'éthique dans l'étiquette « honorable ».

Choisissons d'ouvrir sur un autre Sénégal les yeux de nos petits enfants !

Guy Marius Sagna



REJOIGNEZ AFRIQUES EN LUTTE !

TCHAD : Idriss Déby, le dictateur le plus dangereux du monde

Interview de Makaila, blogueur tchadien. Une plume combattante au service de la Liberté.

<http://makaila.over-blog.com>

AEL : Bonjour Makaila, pouvez-vous nous parler de votre parcours ?

Makaila Nguebla : Permettez-moi de vous remercier pour cette interview consacrée à ma modeste personne. En effet, mon parcours est celui d'un ancien étudiant tchadien qui a fait des études de technicien supérieur en administration commerciale à l'Institut tunisio-canadien de Gammarth (Tunisie).

En 2005, j'ai été expulsé de Tunisie vers le Sénégal à la demande du régime tchadien à cause de mes publications régulières critiques et politiques dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique* entre 2000 à 2005. Arrivé au Sénégal, j'ai multiplié en vain les démarches pour l'obtention de statut de réfugié politique.

J'ai travaillé successivement à la défense des droits de l'homme à la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme puis à la radio Manoaré comme journaliste où j'animais une émission sur la thématique migratoire, après avoir validé des acquis et expériences à l'institut de communication et de journalisme de Dakar au Sénégal.

J'ai aussi participé à l'organisation des Forums sociaux mondiaux de 2011, au Sénégal, et de 2013, en Tunisie, à la commission communication.

AEL : Aujourd'hui, Internet est devenu un outil incontournable, notamment pour les luttes sociales en Afrique, comment l'idée du blog pour dénoncer les injustices au Tchad vous est-elle venue ?

M. N. : J'écrivais déjà de manière acerbe dans la rubrique « Vous et Nous » de *Jeune Afrique*, ce qui m'a valu d'être expulsé de Tunisie. Au Sénégal, j'ai continué à écrire en qualité de correspondant du site Ialtchad Presse basé au Canada. Puis j'ai intégré en 2006, le groupe Alwihda avant de créer mon propre blog en 2007, pour plus de liberté et d'autonomie dans mes publications. Depuis lors, j'ai administré mon blog à partir du Sénégal jusqu'à mon expulsion le 7 mai 2013 à la demande toujours du régime de N'Djamena.

AEL : À partir de quel moment êtes-vous devenu un homme à abattre pour le dictateur Déby ?

M. N. : Depuis la première expulsion de Tunisie, le régime d'Idriss Déby a compris que je représentais pour lui une réelle menace pour son image internationale. Dès lors, il surveille de près mes agissements sur la Toile. Mon passeport et ma carte d'identité ont expirés et ne m'ont jamais été renouvelés par les autorités tchadiennes qui ont mis en garde toute personne proche de moi, d'entreprendre une initiative ou des démarches pour

m'établir dans mes droits. Pire, au Sénégal, le gouvernement tchadien a exigé que le statut de réfugié politique ne me soit pas accordé. Donc, je suis devenu *de facto* un apatride sans statut légal.

AEL : Pouvez-vous nous parler du Tchad depuis les indépendances?

M. N. : Depuis son accession à la souveraineté internationale, le 11 août 1960, excepté feu Ngarta Tombalbaye qui a pris le pouvoir sans armes, mais, a été tué par les armes, le Tchad a connu un itinéraire politique et militaire ensanglanté, douloureux et tragique, ce qui justifie son instabilité sociopolitique actuelle. De 1975 à nos jours, tous les régimes qui se sont succédé ont pris le pouvoir par les armes. Une culture d'impunité, de mal-gouvernance économique et de gabegie généralisée, de violations systématiques et massives des droits de l'homme, s'est installée puis intensifiée dans le pays. Une armée tribalisée obéit aux leaders politiques et renforce une dictature répressive à l'encontre du peuple.

Le sentiment national s'est éparpillé et la cohésion sociale est menacée par un repli identitaire et un communautarisme causant la méfiance des différentes composantes de la nation tchadienne. Ces faits mentionnés sont devenus aujourd'hui des obstacles majeurs pour la démocratie et l'État de droit. Les manifestations populaires sont interdites et réprimées, la liberté de presse et d'expression étranglée, la société civile réduite à néant et l'opposition politique inexistante. Devant cette situation indescriptible, le Tchad n'offre aucune possibilité d'alternance politique pacifique et démocratique.

Le régime qui est au pouvoir n'envisage pas de le quitter de sitôt.

AEL : Comment un dictateur comme Déby peut-il se maintenir au pouvoir ?

M. N. : Vous avez totalement raison de poser la question, Idriss Déby est le dictateur le plus dangereux qui existe au monde, les gens ne le connaissent pas. En 23 ans, aucune élection libre, digne des exigences démocratiques n'a été organisée au Tchad. Idriss Déby compose avec l'allié français et les autres dictateurs africains pour consolider son pouvoir contre les valeurs universelles prônées par la France et les pays occidentaux. Mais, le sort des Tchadiens est le dernier souci de puissances occidentales motivées par leurs intérêts. Le peuple tchadien subit toutes les humiliations et atteintes aux droits de l'homme, mais, sa situation n'émeut ni ne préoccupe personne. C'est écœurant pour nous autres qui sommes avertis du drame tchadien et qui sommes dans l'incapacité de mobiliser la communauté internationale pour défendre ce peuple opprimé et réprimé.

AEL : Le Tchad est un pays incontournable d'Afrique centrale, riche en pétrole mais pauvre à cause de la politique de Déby Y a-t-il un espoir pour la population en matière d'évolution démocratique?

M. N. : Malheureusement, c'est le constat général fait par de nombreux observateurs étrangers. Le pétrole et les autres ressources du pays sont le patrimoine de Déby, ses fils, son clan et sa région, les autres Tchadiens ne sont pas considérés comme des citoyens. La politique d'Idriss Déby est basée sur l'exclusion massive et la confiscation aussi longtemps que possible du pouvoir par lui et son entourage. Pour le moment, l'espoir pour les Tchadiens viendra d'un éveil de la conscience citoyenne et populaire et d'une garantie de solidarité de la communauté africaine et internationale. Sans cela, il est illusoire d'espérer des lendemains meilleurs.

AEL : Vous avez vécu 7 ans au Sénégal où vous animiez votre blog et militiez en faveur des droits de l'homme. Aviez-vous reçu le soutien de militants des droits de l'homme sénégalais ? Qu'en est-il aujourd'hui ?

M. N. : Je dirai oui, lors de mon expulsion, tous les segments des mouvements associatifs et citoyens, qu'ils soient défenseurs des droits de l'homme, journalistes, blogueurs, et toutes les personnes éprises de justice et de dignité humaine, se sont levés sans distinction pour soutenir et dénoncer l'arbitraire et l'injustice que j'ai subis de la part du gouvernement sénégalais. Je suis reconnaissant à toutes ces organisations sénégalaises qui ont défendu ma cause.

AEL : Vous êtes aujourd'hui réfugié politique en France, comment vous organisez-vous pour continuer le combat contre la dictature de Déby ?

M. N. : Certes ce n'est pas facile, pour moi, à peine arrivé de me prononcer sur la stratégie à mener pour combattre le régime tchadien. Il faut d'abord connaître mon nouvel environnement et gagner le combat de mon insertion sociale avant de le transposer sur le chemin de la lutte sociale et politique au Tchad.

AEL : Vous défendez le Sénégal pour sa maturité démocratique. Pourtant, c'est ce même pays qui vous a chassé certainement à la demande du régime de Déby Comment analysez-vous cet état de fait ?

M. N. : Justement, c'est le fait le plus contrasté et le plus saisissant pour moi et les autres citoyens du monde qui ont cru naïvement aux vertus démocratiques du Sénégal en Afrique. Aujourd'hui, mon expulsion a porté un coup dur à l'image internationale d'un pays qui a toujours brandi la *teranga* comme une valeur majeure en matière d'hospitalité. L'opinion publique découvre, stupéfaite, l'acte d'autorités méconnaissables qui ont flirté avec l'un des régimes le plus contestés d'Afrique.

AEL : La France qui vous a accueilli vous soutient-elle dans votre combat si courageux ?

M. N. : J'ai déjà, lors de précédentes interviews, remercié les autorités françaises de m'avoir accueilli. Je ne pense pas que la France va en plus me soutenir alors qu'elle est amie d'Idriss Déby Mais, le fait qu'elle m'accepte chez elle, montre quelque part, son souhait de s'éloigner de ce

régime impopulaire incarné par Idriss Déby Si elle persiste à entretenir des rapports occultes avec lui, elle perdra en crédibilité en Afrique et dans le monde. C'est pourquoi, je lui demande de reconsidérer immédiatement sa politique tchadienne qui ne l'honore pas à l'international.

AEL : Que pensez-vous de Macky Sall, démocratiquement élu, mais qui chasse un militant des droits de l'homme. N'est-ce pas une hypocrisie manifeste ?

M. N. : Je vais vous faire une révélation : j'ai vu Macky Sall au siège de la Raddho à Dakar lors des réunions du Mouvement du 23 juin 2012 et je lui ai même donné des chaises pour s'asseoir. A l'époque, il était dans l'opposition. Je ne savais pas que cet homme, après un an au pouvoir, m'expulserait, menotté, de son pays à la demande de son ami Idriss Déby Donc, j'ai la conscience tranquille et je le laisse avec Dieu en bon musulman, je m'en remets à Dieu et continue mon chemin en quête de la liberté et du bien-être du peuple tchadien et des Africains en général.

AEL : L'opposant tchadien Ibni Saleh a été certainement exécuté par les forces occultes du dictateur Déby Pouvez-vous nous parler de cet homme dont le seul tort a été d'être un opposant ?

M. N. : Tout à fait, le Pr Ibni Oumar Mahamat Saleh, éminent intellectuel et opposant pacifique, rêvait d'un Tchad diversifié et uni. Mais, lors des événements militaires de février 2008, il a été enlevé devant son épouse et sa famille, par les forces de la sécurité présidentielle sur ordre d'Idriss Déby puis il a été tué. Aujourd'hui, sa disparition a endeuillé sa famille et l'opposition tchadienne en général. L'acte d'Idriss Déby est infâme et criminel. Il a assassiné l'espoir de tout un peuple qui a cru qu'avec des hommes intègres comme Ibni Oumar, les Tchadiens allaient se réconcilier dans l'intérêt général. Mais malheureusement, je déplore que l'enquête sur sa mort soit close au Tchad et à l'international, rien n'évolue pour demander à Idriss Déby de faire la lumière sur le cas d'Ibni. Les démocrates africains et du monde entier sont interpellés devant cette situation et doivent agir contre l'impunité qui entoure l'affaire Ibni au Tchad.

AEL : Pouvez-vous nous parler de la jeunesse tchadienne. Pensez-vous être un exemple pour elle ? Votre combat fait-il des émules au Tchad et dans la diaspora ?

M. N. : je fais partie certes de ces milliers de Tchadiens et Tchadiennes qui n'approuvent pas la justice désastreuse actuelle du régime Déby Mais, force est de reconnaître que la jeunesse ne prend pas d'initiatives courageuses pour défier le pouvoir en place aussi bien à l'intérieur et à l'étranger. Je comprends sa position, car, on a en face un pouvoir armé et prêt à une répression aveugle. C'est pourquoi, la diaspora tchadienne doit servir de relai pour sensibiliser l'opinion internationale par des actions de plaidoyer et de lobbying auprès des organisations étrangères et des représentations diplomatiques internationales pour susciter leur curiosité sur la question tchadienne.

SOUDAN : La dictature de Béchir ébranlée

En menant une politique répressive, intégriste et ethnique, Omar el-Béchir a précipité la scission de son pays entre le Soudan et le Sud-Soudan peuplé essentiellement d'animistes et de chrétiens.

C'est donc plus des trois quarts des ressources pétrolières qui ont été perdues pour le Soudan, autant de revenus en moins. A cela s'ajoute la crise pétrolière qui a éclatée entre les deux pays, depuis l'accession du Sud-Soudan à l'indépendance et qui le prive quasiment des revenus de transit de l'or noir.

Ainsi, les observateurs considèrent que le pays se trouve amputé de 60 % de ses revenus.

Cette crise, Omar el-Béchir est bien disposé à la faire payer à sa population, notamment les plus fragiles et les premiers touchés par la suppression des subventions au prix des carburants. Ainsi les dirigeants islamistes appliquent-ils les mêmes mesures que celles préconisées par le FMI et la Banque Mondiale et qui font des ravages, notamment sur le continent africain. Ce sont les plus pauvres, ceux qui habitent loin du centre-ville, qui doivent supporter la plus forte augmentation des coûts de transports.

Omar El Béchir a pris le pouvoir par un coup d'État en 1989, qui a renversé Sadeq al-Mahdi pourtant élu, et a dissout les partis politiques, l'Assemblée nationale et a instauré une dictature islamiste en menant une politique de répression des minorités qui lui vaut une inculpation pour crime contre l'humanité par le tribunal pénal international.

La clique au pouvoir préfère consacrer les deux tiers de son budget à la guerre en négligeant la population dont la moitié est considérée comme pauvre.

De nombreuses manifestations sont en train de s'étendre dans

l'ensemble du pays contre cette politique d'austérité. Le régime de Béchir a déclaré qu'il maintiendrait coûte que coûte cette mesure, et tente de l'imposer à l'aide d'une répression implacable, qui a déjà fait des dizaines de morts, et en procédant à de nombreuses arrestations de militants des partis de l'opposition.

Dans le même temps, il désinforme les habitants en expliquant que ces manifestations sont des manœuvres de rebelles armés du Darfour et du Sud Kordofan. Ainsi il n'hésite pas à brandir le chiffon rouge d'une attaque de ces rébellions sur Khartoum, la capitale, par là il tente de les effrayer en invoquant le risque de massacres qu'ils encourraient si une telle éventualité se produisait. De nouveau, El Béchir tente de rester au pouvoir en conduisant une politique ethniciste contre la population des périphéries de Khartoum.

Les mobilisations populaires, qui se font de plus en plus fortes, prennent un tour directement politique et mettent le pouvoir en cause en exigeant son départ. La classe dirigeante se montre plus prudente dans son soutien au dictateur, ainsi ce sont trente-et-un cadres du parti du Congrès national, le parti islamiste au pouvoir, qui se désolidarisent de leur chef, condamnent la répression et appellent à la suppression de cette mesure. Ce fait est d'autant plus alarmant pour Béchir que, parmi les trente-et-un signataires, se trouvent des responsables de l'armée et il n'est pas sûr que cette dernière continue à le soutenir. Une opportunité que pourrait bien saisir une population exaspérée pour imposer un changement.

Paul Martial



Elections ou mascarades ? Vigilance !

www.electionsafrique.org

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Il a participé à de nombreux événements et manifestations, et a poursuivi depuis 2009 un travail sur les élections, les processus électoraux et les fraudes. Il constitue un espace de réflexion collective grâce à ses réunions régulières, et un espace de plaidoyer et d'échanges entre partis politiques et associations, de France et d'Afrique. Réunion chaque **2e jeudi du mois, à 19h, Bourse du travail de Paris, 3 rue du Château d'eau, M° Château d'eau, salle Commission 1** (en général).

FRANCAFRIQUE : Les caciques de la droite se ressource

Les pays du pré carré africain deviennent désormais une destination à la mode pour les caciques de la droite française et comme à l'accoutumée, on mélange allégrement les genres entre fonction publique, partis politiques et émissaire d'entreprise.

Copé, qui a participé au forum Forbes Afrique au Congo Brazzaville[1] invité par Denis Sassou-Nguesso pour pérorer sur le « Développement africain et [les] enjeux économiques pour le monde ». Comme tout le sait, Copé est un africaniste distingué et sa communication, a été décisive, à tel point que l'ensemble de la communauté scientifique l'a aussitôt oubliée.



Copé chez sassou, une histoire de sous ?

Par contre, il a une vraie expertise, un vrai savoir-faire en matière d'élections. Ainsi il aurait pu avantageusement communiquer sur « *la gestion de la crise après les fraudes électorales* ». Un sujet qui aurait fait à coup sûr l'objet d'un partage d'expérience intéressant illustré par le parallèle entre l'UMP et le Congo Brazzaville.

Il pourrait aussi discourir sur la « *la transparence nécessaire dans les actes économiques* ». En effet, si les revenus du pétrole au Congo Brazzaville restent d'une forte opacité, celui de sa rémunération pour sa participation au forum Forbes l'est tout autant. La seule chose qui est sûre c'est que Sassou-Nguesso a mis un jet privé d'une cinquantaine de places à disposition pour caser les Alain Marsaud, député de la 10^e circonscription des Français de l'étranger (Moyen-Orient, Sud de l'Afrique), Pascal Drouhaud, militant UMP responsable Afrique d'Alstom et autres porte flingue comme Christian Jacob

Copé est allé aussi au Sénégal où il a soutenu Macky Sall et en Côte-d'Ivoire, pour faire vivre « *le traité d'amitié et de coopération* » (comme au bon vieux temps de Foccart) avec le RDR d'Alassane Ouattara, celui-là même qui a

bénéficié des largesses de la France après qu'il ait été installé au pouvoir par l'armée française et les milices qui devraient rendre des comptes au tribunal pénal international.

La Côte-d'Ivoire semble être le nouveau lieu de ressourcement de la droite décomplexée. En effet, François Fillon, candidat affiché à la présidentielle et Christian Estrosi (maire UMP de Nice) ont fait aussi le déplacement.

Quant à Guéant, faute d'avoir réussi à se faire élire député, il s'est engagé comme représentant de commerce pour différente société. Il est ainsi allé en Guinée Équatoriale tenter de refourguer un projet d'avion, le Skylandair. Il est allé aussi au Gabon, en Côte d'Ivoire et, tout récemment, en Centrafrique en jet privé pour vendre du matériel de sécurité et de surveillance.[2]



Certains observateurs font remarquer que le « succès » de la collecte de l'UMP pour rembourser les frais engagés dans la campagne présidentielle de Sarkozy, suite à l'invalidation des comptes de campagne, pourrait s'expliquer aussi en partie par ces voyages. En d'autres termes, il n'est pas sûr que cela soit seulement le fait de « compatriotes de la France forte », pour reprendre la langue de bois de l'UMP, qui ont généreusement souscrit à la collecte.

On se souvient des déclarations fracassantes sur le convoyage des valises remplies d'argent de Bourgi venant du Sénégal, de Côte-d'Ivoire et du Gabon.[3]

Rachida Dati qui avait, en juillet 2013, accompagné Copé

pour le forum Forbes est retournée au Congo, invitée par le gouvernement congolais pour son expertise sur la parité, les violences faites aux femmes et le... reboisement.



« I love ses sous »

Ce voyage est particulièrement important pour le Congo Brazzaville, en effet Rachida Dati s'est engagée en tant que parlementaire européenne à tout faire pour que

[1] <http://www.forumforbesafrique.com/intervenants>

[2] http://www.liberation.fr/politiques/2013/06/27/claude-gueant-en-prospection-a-bangui_914329

[3] <http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/L-avocat-Robert-Bourgi-raconte-comment-il-a-convoye-jusqu-a-l-Elysee-les-millions-des-chefs-d-Etat-africains-interview-387001>

[4] <http://www.sassou.net/fespam-denis-sassou-nguesso-reitere-son-soutien-aux-artistes-africains>

l'Union soutienne le projet de création ... d'un zoo[4].

Elle a demandé, via l'ambassade du Gabon à Paris, une demande d'audience à Bongo certainement pour parler jardin d'acclimatation.

Ce n'est un secret pour personne, la droite est en train de se déchirer avec en ligne de mire la prochaine élection présidentielle. Chaque écurie affûte ses armes. Or la bataille risque d'être onéreuse.

Beaucoup s'interrogent sur le voyage de Nadine Morano en Côte-d'Ivoire. Cette dernière est trésorière de l'association « les amis de Nicolas Sarkozy ». Rappelons que la Côte-d'Ivoire où Sarkozy s'était personnellement impliqué en défendant l'annulation de sa dette et l'octroi de prêts substantiels. Quelques semaines avant, Copé lui avait coupé les cordons de la bourse de l'UMP.

Nadine Morano qui se découvre une passion pour l'Afrique et les Africains, enfin surtout ceux des quartiers riches de Paris, a elle aussi demandé une audience à Bongo, à croire que ce brave garçon est en train de remplacer Bettencourt.

Paul Martial



MALI : Chronique d'une reconstruction téléguidée

Le Mali a un nouveau président depuis le 04 septembre 2013, élu un mois plus tôt. A cette occasion, la situation du pays a été présentée aux français comme largement stabilisée et pacifiée. La réalité est plus compliquée. Si l'élection du nouveau chef de l'État, Ibrahim Boubacar Keïta dit « IBK », repose réellement sur une adhésion d'une majorité de l'électorat, la situation globale du pays est loin d'être aussi idyllique ; et de nombreuses questions de premier ordre restent pour le moment irrésolues.

Avant l'élection

Tenir les élections à tout prix, non pas pour déterminer ce que souhaitent vraiment les populations, mais pour redonner une apparence de légitimité à une oligarchie qui a largement contribué au déclin du pays : c'est le pari stratégique que la France a cherché à imposer au Mali. Le premier tour de l'élection présidentielle était initialement prévu pour début juillet, puis a été fixé au 28 juillet 2013. Cela même si le président de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), Mamadou Diamountani, a déclaré le 27 juin dernier que c'était « extrêmement difficile d'organiser ce premier tour dans les conditions actuelles ». Plus de 400.000 réfugiés maliens vivaient alors loin de chez eux.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer l'accord intervenu le 18 juin 2013 entre le gouvernement transitoire en place à Bamako, et les groupes séparatistes MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) ainsi que HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad). Le MNLA, fondé fin 2011 et qui a démarré la lutte armée dans le nord du Mali en janvier 2012, est en bonne partie à l'origine de la crise qui a conduit à la division du Mali en 2012. L'alliance temporaire qu'il avait contractée avec des groupes djihadistes a cependant été rompue en juin de la même année, le MNLA a alors été défait militairement par ses ex-alliés, et sa direction s'est réfugiée à Ouagadougou (chez ce grand pilier de la Françafrique qu'est le président burkinabè Blaise Compaoré). Depuis, l'organisation a renoncé à sa revendication d'indépendance, mais défend haut et fort son nouveau mot d'ordre : « l'autonomie », désignant un statut spécial pour le nord.

Ces groupes - MNLA et HCUA - avaient plus d'intérêt à la signature de l'accord que les autorités de Bamako. Le MNLA avait mis sa signature sous le document dès le 10 juin, alors que le gouvernement malien rechignait encore pendant plusieurs jours avant d'apposer la sienne. Le journal *Le Monde* (du 20 juin 13) relate comment les choses se sont déroulées : le 12 juin, le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Djibril Bassolé, se rendit à Bamako pour négocier avec les autorités maliennes. Or, même après six heures d'âpres discussions, celles-ci n'aboutissent pas. Il a fallu, précise le journal, des « coups de fil de François Hollande et (du président burkinabè) Blaise Compaoré » en personne, pour faire pencher la balance.

Blaise Compaoré et son gouvernement ont, à l'évidence, joué un rôle central dans le dénouement de cette négociation, qui s'est dès le début déroulée sous leur tutelle ; d'où le choix de Ouagadougou, la capitale du Burkina, comme lieu de négociation. Rappelons que le

régime de Compaoré – au pouvoir depuis 1987, suite à l'assassinat de son célèbre prédécesseur Thomas Sankara et à l'arrêt du processus révolutionnaire conduit par Sankara – est l'un des alliés les plus étroits du néocolonialisme français dans la sous-région.

La pomme de discorde principale entre le MNLA (et la France) d'un côté et le gouvernement malien de l'autre était alors, depuis plusieurs mois, l'occupation de Kidal. Cette ville dans le nord-est du Mali et la région du même nom étaient « libérées », depuis février 2013, par les armées française et tchadienne, est interdite d'entrée à l'armée malienne mais ouverte au MNLA. Ce qui posait un problème de plus en plus insupportable à de nombreux Maliens (ne)s, dont beaucoup considéraient que l'élection présidentielle prévue fin juillet ne pouvait pas se tenir « si tout le territoire national du Mali n'est pas libéré ».

C'est pour libérer le chemin qui doit conduire à l'élection, que la France et son allié burkinabè ont exercé une forte pression sur les autorités maliennes afin qu'elles acceptent la conclusion de cet accord. Celui-ci est d'ailleurs intitulé « Accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali », et stipule à son article 2 : « Les Parties acceptent l'organisation de l'élection présidentielle sur toute l'étendue du territoire », donc aussi dans la région de Kidal.

Ce point est d'ailleurs le plus concret de tout l'accord, correspondant à l'intérêt principal que les puissances tutélaires française et burkinabè liaient à sa conclusion. Pour le reste, l'objet de l'accord reste assez flou, dans la mesure où le règlement des problèmes est pour l'essentiel renvoyé... après l'élection. En effet, les parties signataires promettent à l'article 3 : « Après l'élection du Président de la République et la mise en place du Gouvernement, les Parties conviennent d'entamer un dialogue inclusif pour trouver une solution définitive à la crise. » En attendant ce futur dialogue envisagé, les groupes armés (et notamment le MNLA) ne sont pas désarmés, bien que l'article 6 dise que leur désarmement « est accepté par tous ». Mais en attendant les discussions à venir, ces groupes armés sont « cantonnés » sur des sites particuliers, sans pour autant ce séparer de leurs armes, « sous la supervision de la MINUSMA » (la troupe des Nations Unies pour le Mali) et « avec le concours initial de la Force Serval » française ?

Cependant, l'armée malienne pouvait rentrer dans la région de Kidal ; il était question de son « déploiement progressif (...) dès la signature du présent Accord, en étroite coopération avec la MINUSMA et la Force Serval » (article 11). Par ailleurs, il a été annoncé que l'armée française allait être stationnée dans la zone de l'aéroport de Kidal, en vue de séparer les deux parties armées potentiellement hostiles : l'armée malienne d'un côté, le MNLA de l'autre. Pour le reste, l'article 21 promet : « A l'issue de l'élection présidentielle et soixante jours après sa mise en place, le nouveau Gouvernement du Mali (...) entamera, avec l'accompagnement de la communauté internationale, des pourparlers de paix avec toutes les communautés du nord, les signataires ainsi que les groupes armés (...) ».

Rien n'est donc résolu pour le moment, ni la question du désarmement des groupes armés ni le risque d'une balkanisation du pays. Mais la France pourra se targuer d'avoir pu imposer la date des élections, et garde deux fers au feu : la coopération avec les autorités du Mali, mais aussi celle avec le MNLA. Dans la pratique, les choses se sont d'ailleurs déroulées de façon plutôt compliquée : le gouverneur (représentant du gouvernement central) rentra à Kidal début juillet, avant de s'enfuir le 11 juillet... et de revenir sur place le 15 juillet. Depuis, c'est le statu quo : le MNLA a gardé ses armes ; l'armée malienne est sur place, mais reste cantonnée dans ses casernements (alors que ce sont théoriquement les ex-rebelles qui devaient être cantonnés) ; l'armée française sépare les deux parties.

Le vote

La dynamique du vote elle-même n'était pas « bidon ». L'engouement populaire pour aller participer au vote était réel, quand le peuple malien était appelé à élire un nouveau président, les 28 juillet (premier tour) puis 11 août dernier. A Bamako et ailleurs, on pouvait voir les électeurs et électrices sortir massivement, munis de leur carte électronique « NINA » qui était censée rendre incontestable l'identification des votants. Le scrutin s'est néanmoins déroulé dans le calme, en tout cas selon ce que nous avons pu observer dans la capitale Bamako.

Ceci reflète avant tout la maturité politique du peuple malien, dont une nette majorité a surtout souhaité « tourner la page » des années de gestion désastreuse du pays par l'ex-président ATT (Amadou Toumani Touré, 2002 à 2012). Celle-ci avait largement facilité l'implosion de l'État et l'occupation du Nord du pays par une coalition de rebelles, mêlant séparatistes adeptes d'un « Azawad » à base « ethnique » et djihadistes, et elle avait dégoûté une majorité de Maliens de toute participation à la vie politique officielle du pays. Le dernier scrutin présidentiel sous ATT, celui de 2007, n'avait connu qu'un taux de participation officiel de 26 %, tout en étant accompagné de critiques portant sur des achats de voix et d'autres manipulations.

Une telle situation est derrière le peuple malien. Lors du premier tour du 28 juillet 2013, le taux de participation avait d'abord été indiquée avec 53,5 %, puis corrigé dans le résultat officiel à 49 % (probablement compte tenu des plus de 400.000 bulletins de vote comptés comme « nuls »). Au deuxième tour, ce taux a légèrement baissé à 45,7 %, ce qui est probablement dû aux conditions météorologiques – une pluie tropicale tomba ce 11 août sur une partie de la capitale - mais aussi au fait qu'un certain nombre de Maliens et Maliennes pensaient que « les jeux étaient largement faits » après le premier tour. Aussi faut-il ajouter que le premier tour avait lieu pendant le Ramadan, alors que le mois de carême était fini au moment du deuxième tour, et qu'un certain nombre de personnes (surtout des femmes) étaient alors occupées à préparer le repas familial en milieu de journée. Le nombre de bulletins « nuls » au second tour était très inférieur à celui du premier, tombant à 50.000.

Ce constat général n'était pas gagné d'avance. La France, notamment, avait exercé une forte pression pour que le vote se tienne avant la fin du mois de juillet. C'était

prendre un risque important : un vote en pleine saison des pluies – quand les paysans travaillent la terre – et en plein Ramadan, allait-il vraiment pouvoir mobiliser le peuple malien ?



Floraison de candidats

Nombreuses étaient les voix qui pensaient que ce scrutin venait « trop tôt », que la plupart des forces politiques – surtout celles qui ne sont pas issues de l'oligarchie de l'ancien système – n'y étaient pas suffisamment préparées, que les conditions matérielles pour un déroulement correct du scrutin n'étaient pas réunies au « jour J ». Cela était peut-être même sciemment calculé : avec une faible participation, les partisans de tel représentant de l'ancienne oligarchie allait pouvoir l'emporter sans « trop de vagues ». Mais c'est, finalement, un autre scénario qui s'est réalisé. Avant tout à cause de la maturité du peuple malien désormais plus « éveillé » politiquement, suite à la catastrophe qu'il a connu en 2012, et certainement pas « grâce à la France »... mais peut-être plutôt malgré l'attitude française.

Un observateur pouvait confirmer à vu d'œil, dans le Bamako de ce mois d'août 2013, que le résultat final de l'élection correspondait réellement à ce que semblait souhaiter une large majorité du peuple. Alors que le second tour opposait l'ex-Premier ministre « IBK » (Ibrahim Boubacar Keïta, 39 % des voix au premier tour et 77,62 % au second) à son rival Soumaïlia Cissé (19,7 % au premier tour et 22,38 % au second), l'effigie d'IBK était très présente : sur des autocollants apposés dans des taxis, sur des affiches collées dans les entrées d'un certain nombre de maisons, sur des boutiques dans les marchés... Rien de tel n'existait pour Soumaïlia Cissé. Le résultat, quelques jours avant le second tour, ne pouvait laisser guère de place au doute.

Si ce « réveil démocratique » du peuple malien a finalement largement profité dans les urnes au vainqueur « IBK », c'est parce qu'il était considéré comme le « moins mal » des candidats par beaucoup de gens. Il faut entendre par là qu'il était apprécié comme « moins voleur » que d'autres : lors de sa période comme Premier ministre, de 1994 à 2000, il faisait preuve d'une gestion plus rigoureuse des finances publiques que d'autres avant et (surtout) après lui. Surtout, le candidat Keïta promettait un renouveau public à travers l'annonce de la fondation

d'une « quatrième République » au Mali ; la première République était la période socialisante de Modibo Keïta depuis l'indépendance jusqu'en 1968, la deuxième correspondait au régime militaire sous Moussa Traoré renversé en 1991, la troisième couvrant à la dernière période. Cette promesse, bien que son contenu exact soit encore flou, rencontrait un écho certain auprès de ceux et celles qui voulaient en finir avec les pratiques de l'ancienne oligarchie. Celle-ci était, en revanche, associée à l'image de Soumalia Cissé – l'ancien grand argentier du pays d'abord, puis de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) – et à ceux qui le soutenaient au second tour. Tels que l'ex-Premier ministre Modibo Sidibé, dont l'ex-président « ATT » de sinistre mémoire avait voulu faire son successeur.

Mais « IBK » aura fort à faire. Sa candidature était en effet soutenue par des forces aux aspirations contradictoires, et certainement investie d'espoirs et d'attentes qui ne vont pas tous dans le même sens. La gauche malienne était ainsi au rendez-vous : le Rassemblement pour la justice sociale (RJS), créé avant le scrutin et dans lequel on trouve des leaders associatifs, s'était rallié à la candidature « IBK » dès avant le premier tour. Le parti SADI (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance) avait présenté son candidat Oumar Mariko au premier tour – il obtint 2,57 % -, mais soutenu « IBK » comme le moindre mal, au second. Du côté progressiste au sens large, on trouve aussi les jeunes officiers qui avait mis fin au régime « ATT » par leur coup d'État du 22 mars 2012. « IBK » avait aussi leur soutien, et a pu faire campagne dans leur fief, le camp Kati au nord-ouest du Bamako, trois jours avant le premier tour.



Cependant la candidature « IBK » était aussi soutenue par des forces politico-religieuses somme toute réactionnaires, dont celles du « Haut conseil islamique » (HCI) qui s'étaient mobilisées contre une réforme du Code de la famille en 2011, et la fédération Sabati influencée par les idées wahhabites. Pour des raisons qui tiennent aux références religieuses et aux « valeurs traditionnelles » du candidat Keïta, mais aussi à des amitiés personnelles, ces forces ont aussi voulu peser dans la balance en misant sur un « cheval gagnant ». Elles ne manqueront pas, elles aussi, de faire pression en faveur de leurs propres

objectifs.

Dernière évolution

Le nouveau président a inauguré son mandat par une cérémonie qui s'est tenue le 15 septembre, en présence de François Hollande qui proclame alors: « Nous avons gagné cette guerre ! ». Les chantiers qui l'attendent seront immenses, dont la négociation avec le MNLA – toujours en embuscade – sur la question de savoir s'il faut donner ou non un statut spécifique sous forme d'autonomie au Nord. Le président Keïta ne pourra pas compter sur la passivité et la résignation du peuple malien, qui sera là pour observer ses actes.

Dans le nord, les choses se sont vite gâtées. Des négociations étaient censées démarrer sur le statut des régions du nord, sachant qu'« IBK » avait toujours précisé par la campagne qu'une décentralisation plus poussée (mais avec des règles identiques dans tout le pays) était acceptable à ses yeux, mais pas un statut juridique spécial pour le nord. C'est précisément cela que revendique le MNLA. La dernière semaine de septembre, le MNLA a une première fois rompu les négociations, avant de revenir à la table des négociations le 05 octobre. Entre-temps, des combats armés se sont déroulés à Kidal, où des médias maliens (tels que Malijet) signalent maintenant à nouveau la présence de groupes djihadistes composés d'Algériens, de Tunisiens, de Pakistanais et d'autres combattants internationaux.

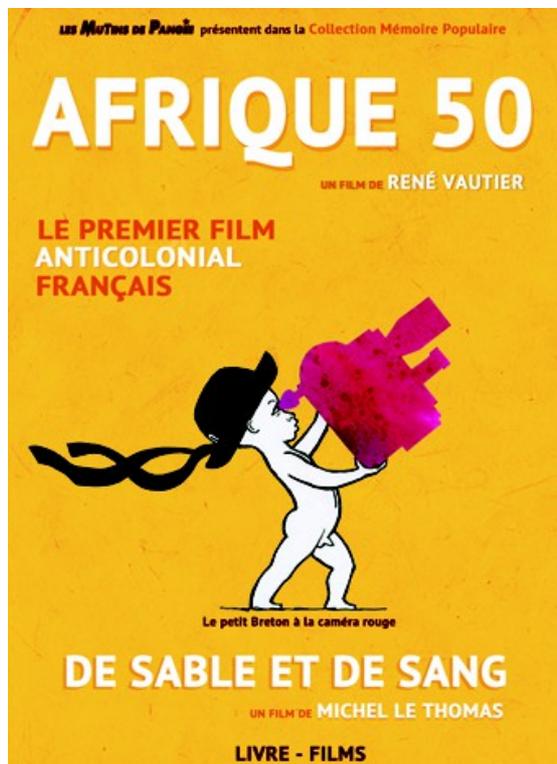
La violence des djihadistes s'est aussi réveillée, pour le moment ponctuellement. Les 25 septembre, un attentat à Tombouctou a tué six personnes (dont les djihadistes eux-mêmes), et des combats soutenus avec les forces spéciales françaises ont abouti - le 1er octobre - à la mort d'une dizaine de djihadistes, près de Tombouctou.

La dimension économique et sociale était largement absente des enjeux visibles de la campagne, comme l'a - à juste titre - déploré Aminata Traoré dans une interview accordée à « L'Humanité ». Cette question avait été largement masquée par les enjeux relatifs à l'unité du pays et au(x) statut(s) du Nord. Or, à la longue, ce sera elle qui sera décisive pour le regard que jettera le peuple malien sur le nouveau pouvoir. A cet égard, la désignation d'un banquier - ayant fait ses classes à la Banque mondiale -, Oumar Tatam Ly, au poste de Premier ministre est un mauvais signe inaugural. Il n'a pas de passé politique connu, mais a été réputé technocrate financier « apolitique ». Les élections législatives, prochainement à venir, devront déterminer le poids des forces politiques.

Bertold Du Ryon

CINEMA : A la rencontre d'un cinéaste antiraciste

Excellente idée que ce livre-DVD édité par la coopérative les Mutins de Pangée en septembre : voir et revoir *Afrique 50*, de René Vautier à travers de nombreux documents originaux (textes, photos, lettres, vidéos), complété et nourri par de passionnants bonus, dont une interview d'Alain Ruscio, historien de la colonisation, qui éclaire la pérennité des pratiques et représentations coloniales.



Afrique 50 est le premier film anticolonialiste français, en butte à la censure d'un État qui pendant plus de 40 ans le frappe d'une interdiction toute politique. A l'origine commande de la Ligue Française de l'Enseignement destinée à montrer aux élèves la mission éducative menée dans les colonies françaises d'Afrique Occidentale, en d'autres termes à accrédi-ter le fantasme des aspects positifs de la colonisation, ce film deviendra la référence du cinéma militant.

Car sur place, René Vautier, tout jeune réalisateur de 21 ans, décide de témoigner de la brutalité criante de la réalité.

La présence française en Afrique est celle d'une domination autoritaire. Derrière les images convenues, Vautier dit la réalité de l'oppression : travail forcé, occupations, crimes

commis par l'armée.

Paroles terribles de René Vautier sur ces images clandestines. La voix de ce résistant antinazi révolté par la barbarie coloniale, tremblante de colère et d'émotion lorsqu'il énonce les noms des bourreaux et des entreprises qui pillent et détruisent l'Afrique.

Le livre qui accompagne ce double DVD raconte avec un humour grinçant les anecdotes et aventures du tournage qui vaudront à Vautier treize inculpations et une condamnation à un an de prison.

A la rencontre d'un cinéaste profondément antiraciste, anticolonialiste engagé dans les luttes d'émancipation des colonies françaises. Vautier sera d'ailleurs poursuivi pour « atteinte à la sûreté de l'État » pour avoir déclaré : « l'Algérie sera de toute façon indépendante, et il conviendrait de discuter dès maintenant de cette indépendance avec ceux qui se battent, avant que des flots de sang ne viennent séparer nos deux peuples. »

Montrer que l'histoire de France est aussi une histoire coloniale, tel est le sens de ce film militant, ou plus précisément des bobines qu'il parviendra à sauver de la censure.

Le DVD propose aussi *De sable et de sang*, tragique écho d'une actualité révoltante au large du cimetière migratoire qu'est devenu Lampedusa. Dans le film de Michel Le Thomas, René Vautier raconte l'histoire d'Hamid, jeune Mauritanien rencontré à la fin des années 80. Un questionnement sur la permanence des pratiques coloniales. Il lui donne sa caméra pour qu'il filme sa ville autrefois prospère, avant la fermeture des mines. Et c'est l'exil qui entraîne les jeunes sur les routes dangereuses de l'exil, vers une Europe rêvée, une Europe qu'Hamid n'atteindra jamais. La caméra sera retrouvée sur une plage du Sud de l'Espagne après le naufrage d'une embarcation de migrants.

Ce coffret, à la fois témoignage historique et vision du rôle et de la puissance du cinéma, nous interpelle sur ces mécanismes odieux et pervers qui organisent et maintiennent la domination des peuples du Sud. A quelques mois du sommet élyséen annoncé, il est urgent de dénoncer l'arrogance et le cynisme d'une Françafrique toujours triomphante.

Gisèle Felhendler

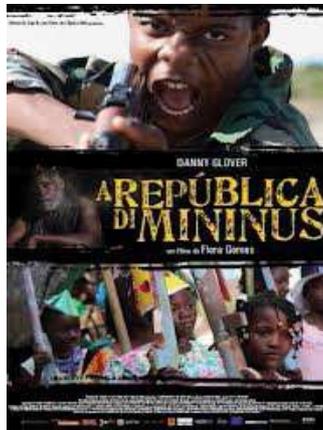


www.resistance-africaine.com

A lire : *Murambi, le livre des ossements* de Boubacar Boris Diop



A VOIR : La République des enfants de Flora Gomes



Quelque part en Afrique, un petit pays est ravagé par les coups d'états et les tueries et abandonné par son gouvernement et par tous les adultes. Restés seuls, les enfants s'organisent et réussissent à inventer une démocratie utopique, la « République des Enfants ». Le pays et la société deviennent stables et prospères. Mais cette société n'évolue plus : les enfants ne grandissent plus. L'irruption d'un groupe d'enfants soldats venus de l'extérieur de la cité va semer le doute dans l'esprit des créateurs de cette république. Que faire ? Les intégrer ou les exclure au risque de se priver d'avenir...

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org